

Nations Unies. *World Population Prospects. The 1996 Revision*. New York, Department of Economic and Social Affairs, Population Division, ST/ESA/SER.A/167, 1998, 839 pages.

Nations Unies. *World Population Projections to 2150*. New York, Department of Economic and Social Affairs, Population Division, ST/ESA/SER.A/173, 1998, 41 pages.

Hervé Gauthier

Volume 28, Number 1-2, Spring–Fall 1999

L'union libre

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/010273ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/010273ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association des démographes du Québec

ISSN

0380-1721 (print)

1705-1495 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Gauthier, H. (1999). Review of [Nations Unies. *World Population Prospects. The 1996 Revision*. New York, Department of Economic and Social Affairs, Population Division, ST/ESA/SER.A/167, 1998, 839 pages. / Nations Unies. *World Population Projections to 2150*. New York, Department of Economic and Social Affairs, Population Division, ST/ESA/SER.A/173, 1998, 41 pages.] *Cahiers québécois de démographie*, 28(1-2), 344–349. <https://doi.org/10.7202/010273ar>

- NATIONS UNIES. *World Population Prospects. The 1996 Revision*. New York, Department of Economic and Social Affairs, Population Division, ST/ESA/SER.A/167, 1998, 839 p.
- NATIONS UNIES. *World Population Projections to 2150*. New York, Department of Economic and Social Affairs, Population Division, ST/ESA/SER.A/173, 1998, 41 p.

L'Organisation des Nations Unies a publié en 1998¹ sa quinzième édition des estimations et des projections de la population mondiale par pays (premier document) et sa quatrième édition des projections à long terme (second document).

¹ Note de la rédaction: la révision de 1998, publiée en 1999, est parvenue aux *Cahiers* trop tard pour être commentée dans ce numéro. Elle le sera dans un prochain numéro.

Dans la *première étude*, on note quelques changements par rapport à l'exercice précédent (révision de 1994) :

- L'année de base n'est plus 1990, mais 1995, et les estimations couvrent maintenant la période 1950-1995.
- Trois territoires sont ajoutés : Gaza, Macao et le Sahara occidental.
- L'analyse de l'impact du sida est faite pour 28 pays au lieu de 16.
- L'estimation et les hypothèses de la migration internationale ont été fortement révisées.

La population estimée en 1995 est de 29,3 millions de personnes inférieure à celle que l'on prévoyait lors des travaux précédents (p. 82-83). Cette réduction est attribuable surtout à un niveau de fécondité légèrement plus faible (2,96 enfants par femme plutôt que 3,10) et en second lieu à une mortalité un peu plus forte. À long terme (en 2050), les Nations Unies prévoient une population mondiale de 9,4 milliards d'individus, ce qui représente une baisse de 467 millions par rapport aux prévisions antérieures.

Rappelons que les projections reflètent les tendances récentes dans la baisse de la fécondité et la baisse de la mortalité; il reste que l'hypothèse centrale — une convergence vers le niveau de 2,1 enfants par femme dans presque tous les pays qui excèdent ce niveau actuellement ou qui ne l'atteignent pas — demeure incertaine : on ne le souligne peut-être pas assez.

Pour les pays à forte fécondité, la baisse est cependant bien engagée. De nouvelles données donnent même à penser que la réduction est plus rapide que ce que l'on estimait. Au Bangladesh, par exemple, le nombre moyen d'enfants par femme a diminué, passant de 6,2 à 3,4 entre 1980-1985 et 1990-1995 (p. 20), soit une réduction de 45 %; en Syrie, la fécondité baisse de 36 %, passant de 7,4 à 4,7 enfants par femme. La transition vers une faible fécondité est particulièrement rapide aussi en Algérie : ce pays passe de 6,4 enfants par femme à 4,3. L'Afrique subsaharienne n'est pas encore entrée dans cette (r)évolution, mis à part les pays du Sud de l'Afrique, qui ont connu une assez forte baisse, et quelques exceptions, tels le Kenya et la Côte-d'Ivoire.

Dans les pays européens, la fécondité sous le seuil de remplacement est maintenant le cas presque partout. Font exception des pays comme la Moldavie, l'Albanie, Malte et la Macédoine. Parmi les grands pays développés, les États-Unis,

avec une fécondité de 2,0 enfants par femme, font bande à part.

La migration internationale a peu d'impact sur la croissance de la population mondiale, mais elle a un effet sur les régions et les pays. Ainsi, dans les années récentes, elle a favorisé la croissance démographique des pays industrialisés, tout en diminuant celle des pays moins développés. Au cours de la période 1990-1995, la population des premiers s'est accrue à un taux annuel de 4,0 pour mille, dont 1,8 provenait de l'apport de la migration. En contrepartie, l'émigration internationale a retranché 0,5 pour mille au taux de croissance totale des seconds, qui demeure toutefois relativement élevé, à 17,6 pour mille (p. 47).

L'Europe occidentale est devenue particulièrement dépendante de l'immigration internationale. En effet, son taux de croissance de 5,6 pour mille par année durant la période 1990-1995 est dû en grande partie au facteur migratoire (taux d'immigration de 4,7 pour mille). Au cours de la période 1985-1990, le taux net d'immigration y a atteint 3,2 pour mille, soit plus de la moitié de la croissance totale, estimée à 4,9 pour mille.

Plusieurs pays développés ont restreint l'entrée d'étrangers ces dernières années, notamment dans le cas des réfugiés, de sorte que la part de l'immigration étrangère dans la croissance de ces pays devrait diminuer.

L'étude des Nations Unies souligne cependant que les mouvements migratoires sont très variés et sont loin d'être tous explicables par la pression démographique. Il y a d'importants mouvements de réfugiés entre les pays peu développés eux-mêmes. Et les opportunités économiques qui surgissent dans les nouveaux pays industrialisés d'Asie ou dans les pays producteurs de pétrole favorisent la migration. On observe en outre des flux considérables de population entre pays à faible fécondité, en particulier entre les pays de l'Est et de l'Ouest de l'Europe.

Dans leurs projections, les Nations Unies supposent que les mouvements internationaux de personnes vont devenir nuls entre 2020 et 2025, parce qu'ils sont soumis à des circonstances politiques, économiques et sociales imprévisibles (p. 96). C'est pourquoi, après cette période, aucun pays ne perdrait ou ne gagnerait de population par la migration : cette hypothèse est difficilement acceptable, notamment pour les grands pays d'immigration.

Au Canada, par exemple, l'immigration internationale nette se maintiendrait à 120 000 annuellement jusqu'en 2025, puis deviendrait subitement nulle. L'hypothèse de fécondité aussi suit un chemin qui ne correspond pas à la situation actuelle. On fait remonter la fécondité des Canadiennes de 1,6 enfant par femme au début des projections à 2,1 entre 2030 et 2040 (dans la révision 1994, la fécondité remontait à 2,1 entre 2010 et 2020). En raison de ces hypothèses, le scénario moyen est un cas d'évolution possible, mais pas nécessairement le plus vraisemblable.

Par ailleurs, s'il est vrai qu'une grande partie des migrations internationales est imprévisible, les Nations Unies pourraient adopter une hypothèse reflétant une migration structurale : on pourrait se concentrer sur ces migrations et laisser de côté les migrations conjoncturelles, notamment les migrations découlant de problèmes politiques (les réfugiés).

Malgré leurs lacunes, les projections des Nations Unies recèlent toujours des constatations intéressantes. Ainsi, même avec la forte baisse de fécondité prévue dans le scénario moyen, de nombreux pays connaissent des accroissements démographiques fulgurants : parmi les 30 pays les plus peuplés en 2050 (p. 16), huit auront vu leur population tripler depuis 1995 (au Yémen, la population serait multipliée par 4). C'est que le niveau de 2,1 enfants par femme serait atteint vers la fin de la période de projection.

Par contre, plusieurs pays développés connaîtraient une réduction importante de leur population : le Japon (de 125 millions en 1995 à 110 millions en 2050, et même à 99 millions dans l'hypothèse de fécondité constante), l'Allemagne (de 82 millions à 70 ou 63 millions), l'Italie (de 57 millions à 42 ou 39 millions); la population de l'Ukraine et celle de l'Espagne diminueraient aussi. À côté de ces pays, la situation de la France et du Royaume-Uni, avec des populations presque stationnaires, paraît avantageuse. Parmi les pays développés, les États-Unis, le Canada et l'Australie, sont des cas d'exception, puisqu'ils présentent des accroissements démographiques substantiels.

La *seconde étude* des Nations Unies porte sur le très long terme. Elle s'appuie sur la précédente, en poursuivant l'évolution jusqu'en 2150, non plus par pays mais pour huit grandes régions du monde. La plupart des démographes souriront en voyant ce terme : comment en effet prévoir sur une telle période ? Il ne s'agit pas tant de prévoir que d'éclairer

les conséquences de telle ou telle hypothèse. En fait, on examine les implications démographiques des variations de la fécondité. Il n'y a qu'une hypothèse de mortalité : espérance de vie à la naissance de 87,5 ans pour les hommes et de 92,5 ans pour les femmes. Et les migrations internationales sont nulles après 2025. Les quatre scénarios de la projection précédente par pays sont poursuivis, et trois scénarios s'y ajoutent, dont l'un (baisse ou remontée immédiates de la fécondité au seuil de remplacement des générations) sert des fins analytiques.

Au vu des résultats globaux, le scénario de fécondité constante semble presque farfelu à l'horizon 2150. En effet, la population mondiale atteindrait alors 296 milliards de personnes. Et la répartition géographique serait la suivante : 1 milliard dans un ensemble constitué de l'Europe, de l'Amérique du Nord et de l'Océanie, 295 milliards dans le reste du monde ! C'est là que mènent les hypothèses choisies, qui supposent au fond que les pays comptent sur leurs propres forces, car il n'y a pas de migrations internationales qui viendraient répartir autrement la population. Lors des projections à long terme précédentes (1992), le scénario de fécondité constante conduisait à une population mondiale de 694 milliards, soit 2,4 fois le niveau maintenant prévu avec la fécondité constante. Cette différence énorme découle de la baisse de la fécondité intervenue au cours de la période 1990-1995 : la fécondité est en effet passée de 3,31 à 2,96 enfants par femme, un écart d'à peine 0,35 enfant par femme. L'indice moyen serait devenu 4,27 enfants par femme, en raison du poids plus grand des pays à forte fécondité en 2150. Bien que de tels scénarios paraissent invraisemblables et soient utilisés à des fins analytiques, ils nous font prendre conscience de l'ampleur de la marge d'incertitude.

Autre constatation importante pour les pays développés : en Europe, la comparaison des divers scénarios ne fait pas apparaître de différences majeures en 2050 (p. 29). La population varierait entre 538 millions (hypothèse de faible fécondité) et 786 millions (hypothèse de remontée immédiate de la fécondité au seuil de remplacement). Les chiffres ne sont pas encore très éloignés de celui de l'année de départ, soit 728 millions en 1995. Par contre, si on prolonge les projections d'une centaine d'années, l'écart entre scénarios devient impressionnant : 137 millions (faible fécondité de 1,35 enfant par femme), 1379 millions (forte fécondité de 2,50). C'est ici que le scénario de fécondité constante prend toute sa valeur : dans ce

cas, la population européenne ne serait plus que de 281 millions de personnes en 2150. On mesure ainsi l'importance d'une projection à long terme, qui montre l'implication d'un comportement, la réserve étant qu'aucune immigration étrangère susceptible d'amoinrir cette chute démographique n'est prise en compte. Un tel scénario constitue en lui-même un avertissement : avec la fécondité actuelle, la population européenne s'en va vers l'anéantissement, à moins d'une assez grande ouverture à l'immigration internationale. C'est aussi un signal que si les sociétés doivent s'adapter au vieillissement démographique, elles ne doivent pas oublier l'évolution des effectifs démographiques.

Un autre enseignement de ces projections peut être tiré du scénario de baisse ou de remontée immédiates de la fécondité au seuil de remplacement des générations. Avec une telle hypothèse de fécondité, la population mondiale atteindrait tout de même 8,4 milliards de personnes en 2050 et 9,5 milliards en 2150. Ce scénario montre que le potentiel de hausse de l'effectif contenu dans la structure par âge actuelle est considérable. Mais, en même temps, on se rend compte que l'évolution prévue dans le scénario moyen (9,4 milliards en 2050 et 10,8 milliards en 2150) se rapproche du scénario du seuil de remplacement immédiat.

Les deux études des Nations Unies contiennent de nombreuses informations utiles sur l'évolution des facteurs démographiques de base que sont la fécondité, la mortalité et la migration. Par la couverture systématique de l'ensemble des pays ou territoires de la planète, elles deviennent de précieuses sources d'informations comparatives. Elles sont de nature en outre à éclairer tous les chercheurs et scientifiques intéressés à l'avenir et au bien-être des populations.

Hervé GAUTHIER
Institut de la statistique du Québec